

Arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2026-01-07
du **21 JAN. 2026**
modifiant l'arrêté n° BE-2025-07-03 du 3 juillet 2025
autorisant la société S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE
à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires siliceux
sur la commune de THIVIERS

La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement et sa partie réglementaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° BE-2025-07-03 du 3 juillet 2025 autorisant la société S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires siliceux sur le territoire de la commune de THIVIERS au lieu-dit Razac ;

Vu la visite réalisée le 14 novembre 2025 par l'inspection des installations classées et le technicien en charge de la police de l'eau de la DDT de la Dordogne ;

Vu le porter à connaissance du 19 décembre 2025, déposé par la société S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE portant sur la réalisation d'une étude complémentaire relative à la détermination de cours d'eau sur la carrière de Razac ;

Vu le rapport et les propositions en date du 15 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 8 janvier 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant en réponse, reçues le 16 janvier 2026 et prises en compte ;

Considérant que lors de l'inspection du 14 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'écoulement dans les talwegs dénommés A et B ;

Considérant qu'il convient d'investiguer sur le terrain par des mesures hydrologiques au printemps et à l'été 2026, afin de clarifier la compréhension des régimes hydrauliques du secteur pour actualiser, le cas échéant, l'étude d'impact et affiner les conditions précises de remise en état du site de manière à garantir les fonctionnalités d'un éventuel cours d'eau après exploitation ;

Considérant que la modification du périmètre de la phase 1 permettra d'exploiter le gisement tout en protégeant les zones de présomption de classement en cours d'eau de toute activité, le temps de réaliser une tierce expertise ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

La société S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE (ICF) dont le siège social est situé 43 Quai de Grenelle – 75015 PARIS - SIREN 490 096 591, autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Thiviers une carrière à ciel ouvert de matériaux meubles siliceux et ses installations annexes, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications de l'exploitation des installations portées à la connaissance de la préfète, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – ARTICLE MODIFIÉ

Les dispositions de l'article 2.1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2025 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'extraction du gisement est autorisée dans les zones de la phase 1 (1A et 1B) matérialisées sur les plans en annexe, sans porter atteinte directement ou indirectement aux zones mises en défens.

La mise en défens des secteurs concernés est matérialisée par une clôture, implantée à 10 mètres de part et d'autres des talwegs, empêchant l'accès d'engins, dans l'attente des conclusions de l'étude complémentaire afin de clarifier la compréhension des régimes hydrauliques du secteur le long des linéaires identifiés sur les plans (écoulements A et B), conformément au dossier déposé susvisé de porter à connaissance.

Article 3 – PUBLICATION

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de THIVIERS et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Dordogne ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 Bordeaux Cedex :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (La Préfète de la Dordogne) et au bénéficiaire de la décision (la société S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A et le maire de la commune de THIVIERS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la société S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE.

La préfète,



Marie AUBERT

ANNEXES

Plan de phasage 1A et 1B - Zones mises en défens

1A
1B



